

Le Combat Social

Le numéro 25 c.

HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION DE L'ALLIER DU PARTI SOCIALISTE

Le numéro 25 c.

22^e ANNÉE — N° 1120

Paraissant tous les Dimanches

DIMANCHE 14 JUILLET 1935

Redaction et administration : rue de Damiette, Montluçon, C/C. postaux Clermont-Ferrand. 68-15. Abonnements : Allier départements limitrophes, 1 an, 15 fr. ; 6 mois, 8 fr. L'Agence Havas est chargée de recevoir la publicité locale et extra-locale

A bas le Fascisme ! A bas la Guerre !

Il y a 43 ans déjà

« Ce sont les mêmes (financiers) qui, par leur situation d'intermédiaires entre notre admirable épargne française — la convoitise du monde — ayant des intérêts et comme des demi-patries financières dans tous les pays amis ou ennemis, peuvent jeter au travers de nos intérêts, de nos sympathies, de nos périls mêmes, leur politique étrangère à eux, forte de leur redoutable influence ! »

Camille PELLETAN,

Député, Ministre. Du Parti Radical et Radical-Socialiste. (Discours 27 et 28 Juin 1892).

ET ÇA N'A PAS CHANGÉ DEPUIS, AU CONTRAIRE

Les difficultés budgétaires et financières

Elles ne seront pas résolues tant qu'on écartera les solutions socialistes

Les difficultés devant lesquelles se trouvent les gouvernements qui se succèdent, le Parti socialiste les avait prévues depuis longtemps.

Depuis longtemps nos élus, nos propagandistes, notre presse, nos congrès et nos conseils nationaux n'ont cessé de dire que les finances de l'Etat sont sous l'étrange dépendance de la situation économique dans son ensemble. Tant que la crise ne sera pas jugulée, on pourra établir des équilibres budgétaires, ils n'existeront que sur le papier et la réalité viendra les contredire brutalement.

Combien de fois, depuis qu'on a cette expérience a-t-elle été faite ? Combien d'hommes d'Etat et de ministères ont été contraints de convenir que leurs mesures — ces mesures dont ils attendaient l'équilibre budgétaire réel, l'assainissement financier, la solidité du franc, la reprise de l'activité économique — avaient été inopérantes ? La liste en est maintenant trop longue.

Après Poincaré, Daladier, Doumergue, Herriot — pour n'en pas citer d'autres, le tour est venu de MM. Flandin puis Laval.

Les socialistes les avaient pourtant prévenus eux aussi, comme ils avaient prévenu leurs prédécesseurs. Nos avertissements ont été dédaigneusement écartés par le gouvernement et par sa majorité servile et aveugle.

« Vous êtes, nous disait-on, des oiseaux de mauvais augure. » On laissait même entendre que nous éprouvions un plaisir coupable à faire argument des difficultés budgétaires et financières pour justifier notre hostilité de mauvais Français aux coûteuses dépenses du surarmement et des mesures soi-disant destinées à renforcer la défense nationale.

Mais ces débats étaient à peine achevés et les échos retentissaient encore des affirmations optimistes de nos gouvernements, qu'il fallait brusquement reconnaître que la trésorerie était dans la gêne et qu'il y avait à boucher au plus vite un trou de plusieurs milliards.

Nous avions dit entre autres choses qu'il fallait augmenter et non pas réduire la puissance d'achat des classes laborieuses sous peine de voir la crise s'aggraver par suite de la diminution des chiffres d'affaires ; nous avions proposé l'entreprise de grands travaux d'utilité publique susceptibles de revigorer la vie économique ; nous avions réclamé contre les spéculateurs et la spéculation ; nous avions demandé des mesures énergiques qui

Un aveu

Nos bons réactionnaires protestent ou se moquent quand nous parlons de fascisme, quand nous traitons de fascistes les Croix de Feu, Jeunesses Patriotes et autres bandes armées. Le Centre, notamment, ne rate pas une occasion de ridiculiser ceux qui parlent de fascisme ou d'hitlérisme français.

Nous remercions donc M. de Kerillis des aveux qu'il a publiés dans l'Echo de Paris du 20 juin :

« Un fait devrait pourtant s'imposer aux bons esprits. Le colonel de La Rocque a totalement réussi dans la première partie de la tâche qu'il s'était assignée, à savoir : organiser une troupe, une milice, une armée nombreuse de patriotes résolus à barrer la route aux marxistes. Dans ce milieu grand et petit bourgeois, dans ces classes moyennes, riches ou pauvres mais si divisées, si peu homogènes, si réfractaires aux disciplines, il a su former un rassemblement magnifiquement cohérent de plusieurs centaines de milliers d'hommes, répandus dans toute la France et jusque dans les plus petites localités. Un tel résultat dénote des qualités peu communes d'entraîneur d'hommes... »

On se demande souvent quel est son programme, ce qu'il veut, où il va. Je n'ai pas reçu ses confidences et, me bornant à le juger sur ses déclarations et sur ses actes, tout me porte à croire que le chef des Croix de Feu ne croit pas le moment venu de découvrir ses batteries, ce en quoi il a bien raison. La France n'est pas encore dans les conditions matérielles et morales qui ont permis, en Italie et en Allemagne, le triomphe du fascisme et de l'hitlérisme. Toute tentative prématurée...

Nous recueillons là trois affirmations que nous recommandons à tous les républicains de méditer et de ne pas oublier : que le comte de la Rocque a organisé une armée de gens qui ne font pas de politique, mais qui, tout de même, s'avèrent pour le moins conservateurs ; que nos bons Jésuites et l'Echo de Paris attendent avec impatience le moment où la France connaîtra la maturité de l'Italie et de l'Allemagne, et le triomphe du fascisme et de l'hitlérisme ; enfin, que l'on se demande le souvent, même quand on est un « bon esprit », quel est le programme de Casimir, ce qu'il veut et où il va ! Ce qui est une condition excellente pour lui donner une adhésion enthousiaste, lui accorder tout et le suivre partout.

eurent été de nature à briser les attaques éventuelles contre le franc, etc.

Aucune de nos propositions n'a été retenue. Le résultat, nous l'avons maintenant sous les yeux ; une fois de plus, le gouvernement est contraint de reconnaître que son optimisme d'hier ne reposait sur rien ; que l'argent manque ; que le franc est menacé ; que tout, par conséquent, est encore à recommencer.

Si seulement on pouvait espérer qu'instruit par cette expérience nouvelle, le gouvernement entrera enfin dans les voies que, depuis la guerre, le parti socialiste ne cesse de désigner. Hélas ! cet espoir ne nous est guère permis. Il n'est pas besoin d'être grand prophète pour prédire que nous allons assister à de nouvelles erreurs et à de nouvelles sottises.

Et il en sera ainsi tant que la patience des peuples tolérera les mauvais bergers auxquels il a jusqu'ici confié ses destins.

J. B. SEVERAC.

Les Croix de Feu c'est le désordre !

Les journaux se plaignent avec juste raison, du peu de visites étrangères dans notre beau pays de France.

Une enquête menée par un de nos confrères de droite dans les milieux d'hôtels a permis d'établir que les prix dans les hôtels de grand luxe ont été diminués de 50 o/o et les petits hôtels ont suivi ; pourtant ils sont déserts et l'étranger qui faisait vivre pendant la période des fêtes, tant de commerçants et d'industriels, se fait de plus en plus rare.

Cet étranger a peur de venir dans un pays où on annonce tous les jours la guerre civile.

A Chartres, le Marquis ou Comte de la Rocque déclare :

« Croix de Feu, je vous le dis : vous faites ce soir votre veillée d'armes. Dans quelques semaines à peine, nos idées seront au pouvoir, je vous le jure. Employez activement ce peu de temps à perfectionner vos sections de façon A CE QU'À MON ORDRE et à la minute que j'aurai choisie, tout soit prêt dans les moindres détails. »

« NOUS BALAYONS LE PARLEMENTARISME, JE VOUS LE JURE ! Jusqu'à présent, j'avais tenu volontairement un peu à l'écart notre mouvement du « regroupement national » autour des Croix de Feu très important en nombre, mais qui n'a pas participé jusqu'ici aux sorties motorisées. »

« A partir d'aujourd'hui, notre « regroupement national » va entrer en action. »

Cela veut dire, en bon français : Ceux qui ne pensent pas comme les Croix de Feu : « numérotez vos abatis ! » et, pour une fois, nous sommes d'accord avec M. Pierre Laval, président du Conseil, qui, à la question suivante que lui posa Léon Blum :

« Quelle est l'opinion du gouvernement sur une démonstration comme celle de Chartres ? Cette concentration, bien qu'elle ait eu lieu dans une propriété privée et étant donné les circonstances dans lesquelles elle s'est produite, la forme qu'elle a prise, son objet, ne la juge-t-il pas comme une manifestation contraire à l'ordre républicain ? »

répondit OUI !

Qui les « Croix de Feu » sont un danger pour la République et la classe ouvrière. Ses hommes de main, ses troupes de choc sont transportés aux frais du roi de l'électricité Mercier qui vend si cher son courant.

Voici quelques bénéfices des sociétés auxquelles participe Mercier et le colonel Comte de la Rocque, frère de l'aide de camp du Duc de Guise.

C. P. D. E. (Compagnie Parisienne de Distribution d'Electricité), administrateur : Colonel Ernest Mercier. — Bénéfices nets : 74.870.000 francs en 1934 contre 62.633.000 en 1933. Dividende par action : 90 francs.

Union d'Electricité (administrateur : Colonel Mercier). — Bénéfices nets : 51.182.000 fr. en 1934 contre 51.537.000 fr. en 1933. Dividende maintenu à 35 fr.

Compagnie Générale d'Electricité (le Colonel Mercier a quitté le conseil en juin 1932). — Bénéfices nets : 8.688.000 francs pour 1934 contre 5.700.000 fr. en 1933.

Secteur de la plaine Clichy (le Colonel Ernest Mercier a été réélu administrateur). Le dividende a été fixé à 90 fr. par action.

Bénéfices nets 1934 : 3.287.000 fr. Nord Lumière (Le triphasé). — Le dividende a été maintenu à 90 francs. Administrateur : le Colonel Mercier.

Bénéfices nets 1934 : 34.270.000 francs. Société d'éclairage et de force par l'électricité à Paris (administrateur : Colonel Ernest Mercier). — Bénéfices nets : 9 millions 475.043 francs. Dividende brut par action : 40 francs.

Voilà les défenseurs de la classe ouvrière !

Toutes les gauches unies empêcheront le colonel de la Rocque de prendre Paris pour Berlin.

Où va l'impôt

Contribuable, quand tu donnes 100 francs au percepteur, il y a :

68 fr. pour la guerre (liquidation de la dernière et préparation de la redonner) ; 9 fr. pour les Travaux publics, l'Agriculture, etc. ; 8 fr. pour l'Instruction publique ; 6 fr. pour le Travail, l'Hygiène, les Assurances, etc.

Finiras-tu par le rendre compte ?

Rassemblement !

Pendant un temps, les ligues factieuses avaient paru en sommeil. Les manifestations de masse, comme celle du Mur des Fédérés, avaient intimidé les chefs. Ils sentaient que ce pays n'était pas mûr pour la servitude. Ils comprenaient que si la démocratie, relativement neuve en Italie et jamais vraiment existante en Allemagne, avait si facilement fléchi, elle était trop profondément enracinée dans la terre de France pour se laisser balayer sans une résistance désespérée.

De plus, l'organisation la plus « allante » avait eu quelques malheurs. Le cambriolage de la rue Feydau, la manière peu chevaleresque dont le colonel comte avait lâché ses hommes de main, la funambulesque histoire de Sens, qui avait jeté sur la véracité et la moralité des lieutenants du comte le jour le plus cru, avaient versé des seaux d'eau froide sur l'exaltation des partisans les plus échauffés des Croix de Feu.

Aussi, lors de la récente crise qui, pourtant, avait, une fois de plus, révélé la versatilité et l'impuissance de la Chambre de 1932, accordant à M. Laval ce que, quelques jours auparavant elle avait refusé à M. Flandin et à M. Bouisson, les ligues n'avaient-elles pas bougé. Ni manifestation devant le Palais Bourbon, ni arbres déracinés, ni autobus brûlés, ni locaux d'extrême gauche pillés. Quelques pâles affiches, rédigées sans flamme ni conviction. La consigne était de ronfler.

Mais cette acalmie n'est qu'apparente. Si le comte de la Rocque est un penseur indolent et un écrivain à l'affair des clichés les plus usés, il est un organisateur avisé et actif. Il n'a renoncé à aucun de ses desseins. Aux expéditions de Lille, de Clermont, de Reims, de Mâcon, de Moissac, de Tarbes, est venue s'ajouter celle d'Alger. Décor changé, mais même pièce. Mobilisation de troupes disciplinées, manœuvres stratégiques, escadron d'avions : une armée de miliciens taillée exactement sur le modèle des chemises brunes. Un discours du chef, poussant ouvertement, comme de coutume, à la guerre civile, mais révélant, en outre, un incident sur lequel il faut que la lumière soit faite. Ayant appris qu'on songeait à un portefeuille pour M. Daladier, M. de la Rocque aurait fait savoir que, si cela se réalisait, « il ferait du sport ». Cela est-il vrai ? A qui l'a-t-il fait savoir ? Et qu'a-t-on répondu à l'ultimatum ?

En tout cas, les gouvernements, qu'ils soient présidés par M. Flandin, par M. Bouisson ou par M. Laval, jaloux des lauriers des Facta et des Brüning, laissent...

Le Comité de la Section porte à la connaissance des ligues et aussi des républicains et des socialistes, l'appel éloquent et pressant de son respecté président Victor Basch.

La Ligue des Droits de l'Homme, par toutes ses fédérations et sections, par son Comité Central, se doit d'être présente partout où entre en ligne la défense de nos personnes, de nos libertés, de toute l'œuvre républicaine, de la République elle-même, ouvertement menacée par des groupes de factieux.

Elle apporte son concours le plus entier à l'organisation des manifestations fixées pour toute la France au 14 juillet. Une grande idée domine, qui peut et doit grouper tous les républicains : c'est que, seulement, dans le cadre de la République, toutes réformes, tous progrès sociaux sont possibles et réalisables.

C'est donc pour le progrès et pour la paix que nous manifesterons le 14 juillet. Le Comité de la Section Montluçonnaise invite tous les Ligues et les sympathisants à observer les mots d'ordre du Comité d'organisation et à grossir les rangs du RASSEMBLEMENT REPUBLICAIN DU 14 JUILLET.

LE COMITÉ DE LA SECTION.

Ce qu'on ne peut pas laisser dire

Prenant prétexte de ce que l'Internationale communiste et notre Internationale socialiste n'avaient pu se mettre d'accord, à la date du 15 octobre, sur telle ou telle forme d'action commune, notamment à propos des événements d'Espagne, l'Humanité du 26 juin écrit :

« Ainsi, les chefs de l'I.O.S. ont refusé l'aide en commun avec l'I.C. aux héros travailleurs espagnols, aide qui eut lieu quand même, mais qui fut due à beaucoup plus puissante et efficace, ils portent une part de responsabilité dans le verdict du procès d'Oviedo. »

Tous les membres de notre Parti qui pratiquent l'action commune avec loyauté et honneur ces ligues avec tristesse et, en tout cas, ne laisseront pas de telles accusations, à la fois sottises et perfides, être apportées en aucune circonstance contre nos camarades de l'I.O.S., et particulièrement contre Vandervelde, qui ont toujours protesté contre les verdicts iniques, quels que soient les magistrats qui s'y livraient, même lorsque cela se passait en Russie.

sent s'organiser, sans oser réagir, l'assaut au régime. Non avenu, le grand travail de la Commission du 6 février. La conspiration du silence, faite sur le livre si probe et si courageux de son président, M. Bonnefoy. Mis au rancart, le beau rapport de Marc Rucart. Oubliés, les projets de loi sur la fabrication, la vente et la détention des armes et sur les manifestations sur la voie publique. Et les grands quotidiens du matin et du soir, à la solde des flibustiers de l'industrie et de la finance, n'ont que sourires d'encouragement pour les ligues « patriotes », comme en eurent pour leurs haut-parleurs les magnats de Lombardie et de Westphalie.

Contre cette carence des pouvoirs publics, impuissants ou complices, même les partis jusqu'ici gouvernementaux commencent à se révolter. Les Vallois marquent que leur patience, qui fut longue, est à bout. De leur côté, socialistes et communistes ont compris que, devant le danger imminent, l'heure n'est pas aux controverses doctrinales. Les grandes organisations professionnelles et philosophiques, flanquées des combattants républicains, sont et ont toujours été en état d'alerte. Et là-bas, du fond des faubourgs et du fond des campagnes, se lève un grand souffle de résistance et de bataille.

C'est l'heure du grand rassemblement. Il a été pressenti à la Chambre. L'effort, cette fois, non encore couronné de succès, n'aura pas été stérile. Mais si, au Parlement, il n'a pas abouti, il faut qu'il aboutisse dans le pays, après quoi le pays l'imposera au Parlement. Il faut que, tout entier, il se dresse dans les cités tentaculaires, dans les grandes et petites agglomérations urbaines et rurales et jusque dans les plus humbles bourgs. Debout, les compagnons des usines ! Hardi, les gars des champs ! Présents, les travailleurs de la pensée ! Fraternellement unis, vous direz, vous clamerez que la « liberté chérie » n'est pas, pour vous, un vain mot et que ce n'est pas le colonel comte et ses bandes qui vous l'arracheront.

C'est l'heure du grand rassemblement. Où ? Partout. Quand ? Le 14 juillet, fête de la liberté, commémoration de la prise de la Bastille, symbole de l'oppression séculaire, et qui, cette fois, marquera la ferme volonté du peuple de démolir, pierre par pierre, les nouvelles Bastilles édifiées par la moderne féodalité économique et scellera à nouveau, solennellement et grandiosement, l'union indissoluble de la France avec la démocratie vraie.

Victor BASCH.

Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Professeur honoraire à la Sorbonne.

Notre Combat

Pour la République Pour le Socialisme

Parti de "DROITE"

Dans l'Humanité, le citoyen Marcel Cachin, commentant notre Congrès de Mulhouse, explique à ses lecteurs qu'il y a chez nous une majorité de « droite ».

Le Pacte d'unité d'action nous recommande de ne pas polémiquer.

Mais il nous sera permis de dire en passant que nous trouvons tout à fait amusante la réflexion de Cachin.

Qu'il nous examine d'un peu plus près.

Il verra que notre Parti poursuit sa route en restant fidèle à ses origines, à ses traditions, à sa doctrine. Cela lui a assez bien réussi.

Il n'a pas eu besoin, en tout cas, de modifier ses conceptions sur les réformes, sur la conquête du pouvoir, sur la tactique électorale, sur la défense nationale, sur toutes choses, ni sur les 21 conditions de Moscou !

Les ligues fascistes

La commission du 6 février a reconnu qu'il existe des groupements qui, par leur organisation, leur discipline, leur encadrement, le pouvoir quasi absolu de leurs chefs constituent un danger pour l'ordre public. Et elle a spécifié que les Croix de Feu, les Jeunesses Patriotes, les Camelots du Roi, la Solidarité Française rentrent dans cette catégorie.

Ces groupements se sont armés au vu et au su de tout le monde. Les Croix de Feu possèdent un matériel perfectionné et disposent de plus de quatre-vingts avions. Les chefs des Jeunesses Patriotes ne se gênent pas pour déclarer à leurs troupes : « Vous avez le droit et le devoir d'être armés et bien armés. Chaque membre de la Ligue doit donc posséder un équipement complet afin d'être prêt à marcher au premier signal. N'ayez aucun scrupule, aucune crainte. Gardons bien sèche notre poudre et attendons des ordres. »

Les événements de Chartres ont montré que les membres des Jeunesses Patriotes étaient, en effet, totalement dépourvus de scrupule et qu'ils éprouvaient de la joie à répandre le sang humain.

On connaît les exploits criminels des camelots du roi et des adhérents de l'Action Française. Dans leurs réunions ou leurs défilés, ils s'exhibent avec des armes à feu, des gourdin, des matraques ; et le nombre des meurtres accomplis par eux, sur tous les points du territoire français, est déjà impressionnant.

Grâce à la protection de Doumergue et à la complicité de très hauts fonctionnaires, ces groupements de guerre civile ont joui d'une impunité complète au cours de 1934. Le châtelaïn de Tournefeuille comptait sur eux pour le soutenir dans sa tentative de coup d'Etat.

Si nous voulons que la paix revienne en France et que le sang cesse de couler, il importe de désarmer et de dissoudre, sans retard, toutes les ligues qui préchent et organisent l'assassinat politique.

L. BARBEDETTE.